Discours de François Hollande au meeting du Bourget

Seul le prononcé fait foi.

Mes chers amis, vous qui êtes ici, vous qui me regardez de loin, de plus loin même, je suis venu vous parler de la France, et donc de la République. Je suis venu vous parler de la France qui souffre, mais aussi de la France qui espère. Je suis venu vous parler de la France d'aujourd'hui – une page est en train de s'effacer – et de la France de demain – nous sommes en train de l'écrire. Je suis venu vous parler de la France que nous allons construire le 6 mai. Je le fais ici en Seine-Saint-Denis, ce département aux multiples couleurs, le plus jeune de France, qui accumule tant de difficultés, et qui en même temps recèle tant d'atouts.

Chacune, chacun, ici, plus loin, en métropole, en Outre-mer a son histoire, ses racines, son parcours, ses préférences, sa singularité. Mais nous appartenons à la même Nation, avec ses valeurs, ses principes, sa culture, sa langue, ses institutions et nous aspirons donc au même avenir. L'enjeu de cette campagne qui commence, n'allez pas le chercher dans un affrontement partisan. L'enjeu de cette campagne va bien au-delà de nous, de la Gauche. L'enjeu de cette campagne, à trois mois du premier tour, c'est la France. C'est la France, toujours.

Devant vous rassemblés, foule nombreuse, des milliers, je ressens une profonde émotion, celle d'exprimer votre conviction, votre volonté, votre espérance. Je mesure la fierté d'avoir été désigné par des primaires citoyennes comme candidat à l'élection présidentielle. J'ai conscience de la tâche qui est la mienne : incarner le changement, faire gagner la Gauche et redonner confiance à la France.

Nous sommes ici, mes chers amis, pour changer le destin de notre pays. Je suis prêt à assumer cette responsabilité et donc à vous dire quelle est ma conception de la présidence de la République, et ce qui justifie que je me présente aujourd'hui. Quelle est la plus grande mission que de présider la République française ?

Présider la République, c'est se dévouer à l'intérêt général, dont toute décision doit procéder. C'est éprouver la France par sa raison et dans son cœur. C'est prolonger l'histoire de notre pays, qui vient de loin, avant la République, avec la République, et qui a souvent, si souvent éclairé l'histoire du monde. C'est se situer à cette hauteur. C'est s'en montrer digne, partout, en tout lieu et dans tous les actes qu'exige la fonction présidentielle.

Présider la République, c'est préserver l'Etat, sa neutralité, son intégrité, face aux puissances d'argent, face aux clientèles, face au communautarisme. Présider la République, c'est être viscéralement attaché à la laïcité, car c'est une valeur qui libère et qui protège. Et c'est pourquoi j'inscrirai la loi de 1905, celle qui sépare les Eglises de l'Etat, dans la Constitution.

Présider la République, c'est refuser que tout procède d'un seul homme, d'un seul raisonnement, d'un seul parti, qui risque d'ailleurs de devenir un clan. Présider la République, c'est élargir les droits du Parlement. C'est reconnaître les collectivités locales dans leur liberté. C'est engager un nouvel acte de la décentralisation. C'est promouvoir les partenaires sociaux. C'est reconnaître leur rôle dans la Constitution. C'est faire participer les citoyens aux grands débats qui les concernent, et le premier sera l'avenir de l'énergie en France.

Présider la République, c'est choisir les femmes, les hommes qui gouverneront la France en respectant leurs compétences, et d'abord celles du Premier ministre. Présider la République, c'est accepter de partager le pouvoir de nomination aux plus hautes fonctions. C'est aussi ne pas nommer le président ou les présidents des chaînes ou des radios du service public audiovisuel et laisser cette mission à une autorité indépendante.

Présider la République, c'est démocratiser les institutions. Et j'introduirai le non-cumul des mandats pour les Parlementaires, une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale, la parité dans l'exercice des responsabilités et le droit de vote des étrangers aux élections locales, sans rien craindre pour notre citoyenneté, pour la cohésion du pays, en mettant de côté les peurs, les frilosités et les conservatismes.

Présider la République, c'est faire respecter les lois pour tous, partout, sans faveur pour les proches, sans faiblesse pour les puissants, en garantissant l'indépendance de la justice, en écartant toute intervention du pouvoir sur les affaires, en préservant la liberté de la presse, en protégeant ses sources d'information, en n'utilisant pas le renseignement ou la police à des fins personnelles ou politiques. Présider la République, c'est être impitoyable à l'égard de la corruption. Et malheur aux élus qui y succomberont ! Présider la République, c'est rassembler, c'est réconcilier, c'est unir, sans jamais rien perdre de la direction à suivre. C'est écarter la stigmatisation, la division, la suspicion, les oppositions entre Français, ceux qui seraient là depuis toujours, ceux qui seraient là depuis moins longtemps.

Présider la République, c'est élever et ne jamais abaisser. Présider la République, c'est être ferme, ferme y compris à l'égard de l'immigration clandestine et de ceux qui l'exploitent. Mais c'est traiter dignement les étrangers en situation régulière et ceux qui ont vocation à l'être sur la base de critères objectifs. C'est accueillir les étudiants étrangers qui veulent apprendre dans notre pays pour enrichir le leur et qui font rayonner la France. Et aucune circulaire ne doit empêcher de circuler les étudiants, les savants, les artistes qui viennent ici pour donner le meilleur d'eux-mêmes.

Présider la République, c'est porter les valeurs de la France dans le monde. C'est considérer les autres peuples pour qu'ils nous estiment en retour. C'est s'abstenir de faire la leçon, y compris sur leur place dans l'histoire. C'est ne jamais transiger avec les fondements du génie français, qui sont l'esprit de liberté, la défense des droits de l'homme, l'attachement à la diversité culturelle et à la francophonie, la belle langue de France parlée par d'autres que des Français. Présider la République, c'est ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris. Présider la République, c'est utiliser notre siège au Conseil de sécurité des Nations-Unies pour acter le départ de ceux qui écrasent leur peuple, comme Bachar el-Assad en Syrie. C'est inlassablement contribuer à la paix au Proche-Orient.

Mais Présider la République, c'est savoir aussi prendre des décisions difficiles, pas simplement à la suite d'un drame. Je pense à nos morts en Afghanistan, auxquels je veux

rendre hommage ici, avec émotion, avec dignité, avec respect, comme aux blessés qui souffrent dans leur chair. Je pense à leurs familles dans la peine. Je les ai écoutées. Je pense à leurs proches qui s'interrogent. Ces hommes assassinés faisaient leur devoir. Leur sacrifice suscite le respect de la Nation toute entière. Mais il faut aussi avoir la lucidité d'affirmer, au-delà du dévouement des hommes là-bas pour leur pays, que notre mission est terminée. Elle avait été engagée il y a plus de dix ans par Lionel Jospin et Jacques Chirac dans un but précis, qui était de répondre à l'attaque terroriste sur les Etats-Unis. Je l'avais pleinement approuvée. Et bien aujourd'hui, cette mission est achevée. Il est donc temps de décider le retrait qui s'impose, et je l'ai décidé de longue date. J'en assumerai donc, si les Français m'en donnent mandat, toute la responsabilité. J'en préviendrai nos alliés et je ferai en sorte que ce retrait se fasse en bon ordre, sans en aucune façon menacer la vie de nos soldats.

Présider la République enfin, c'est donner le meilleur de soi-même, sans jamais attendre en retour récompense ni même reconnaissance. C'est être ambitieux pour son pays et humble pour soi-même. C'est se donner pleinement, entièrement à la cause que l'on a choisie, la seule cause qui vaille : servir la France. Présider la République, c'est mettre toute la puissance de l'Etat au service des citoyens. C'est donner l'exemple, y compris dans son comportement et pour sa propre rémunération. Et je ne dis pas cela par facilité ou par commodité ou pour plaire, mais tout simplement parce que ce doit être un principe. Je réduirai de 30 % les indemnités du Président et des membres du gouvernement, tout simplement pour donner l'exemple au moment où, précisément, des efforts sont demandés à nos concitoyens.

Présider la République, c'est à cette fonction que je me suis préparé. J'en sais la grandeur, la dureté. Je veux le faire en étant digne de votre confiance et en restant fidèle à moi-même. Tout dans ma vie m'a préparé à cette échéance : mes engagements, mes responsabilités, mes réussites, mes épreuves. J'ai toujours suivi la ligne que je m'étais fixée.

Je suis socialiste. La Gauche, je ne l'ai pas reçue en héritage. Il m'a fallu décider lucidement d'aller vers elle. J'ai grandi en Normandie dans une famille plutôt conservatrice. Mais cette famille m'a donné la liberté de choisir, par son éducation. Je remercie mes parents. Mon père, parce qu'il avait des idées contraires aux miennes et qu'il m'a aidé à affirmer mes convictions. Ma mère, parce qu'elle avait l'âme généreuse et qu'elle m'a transmis ce qu'il est de plus beau : l'ambition d'être utile.

La Gauche, je l'ai choisie, je l'ai aimée, je l'ai rêvée avec François Mitterrand dans la conquête. La Gauche, je l'ai défendue fermement dans ses réalisations : celles de 1981, celles de 1988. La Gauche, je l'ai servie comme élu de la République, comme député. La Gauche, je l'ai dirigée avec Lionel Jospin, quand nous gouvernions ensemble le pays avec honneur et j'en revendique les avancées. Aujourd'hui, c'est moi qui vous représente. C'est moi qui porte votre espoir. C'est moi qui porte l'obligation de gagner. C'est moi qui vais dans ce combat vous conduire à la victoire, celle que vous attendez depuis trop longtemps, dix ans déjà. Dix ans qu'une droite s'est installée au pouvoir et qu'elle a défait ce que nous avons construit.

Chers amis, laissez-moi vous en dire davantage. Je suis un élu de la France rurale où les agriculteurs démontrent l'excellence de leur travail sans en recevoir le revenu qu'ils méritent. Je suis de ce Limousin, de cette Corrèze où j'ai tant appris. J'ai été maire de Tulle, une ville petite par la taille, à peine 17 000 habitants, mais grande par l'histoire. Tulle a été une cité de la Résistance. Elle a souffert le martyre : 99 pendus, 200 déportés le

9 juin 1944, emportés par la barbarie nazie. Chaque année, ce 9 juin, un cortège s'ébranle dans les rues de ma ville pour rappeler la mémoire des suppliciés. Une guirlande est accrochée au balcon, là où un corps sans vie se balançait lentement. J'ai leur nom dans la tête. Ce sont mes héros. Je ne les oublierai jamais. Ils me font avancer. Ils me rappellent à chaque moment la belle leçon d'humanité de ceux qui ont sacrifié leur vie, leur vie pour notre liberté. Ces résistants n'ont pas eu de célébrité, pas de récompense, pas de médaille. Ils ne cherchaient rien, ils ne demandaient pas des bonus ou des stocks-options pour leurs actions. Ils étaient des hommes, des femmes fiers. Ce n'était pas l'ambition ou la cupidité qui les animaient. Ceux-là ont sauvé notre honneur parce qu'ils croyaient d'abord dans les valeurs de la France. Et bien c'est leur lutte qui m'éclaire aujourd'hui.

Je suis président d'un Conseil général, celui de la Corrèze. Un département célèbre pour ses personnalités politiques, mais qui est exigeant. Celui qui réussit à obtenir son soutien a au moins des qualités de cœur, même s'il n'a pas toujours raison. Rien ne m'a été donné. Ce que j'ai arraché, je l'ai conquis et je l'ai fait fructifier. J'ai déclaré ma candidature à l'élection présidentielle il y a presque un an. J'ai réussi à convaincre les électeurs des primaires citoyennes, quand bien peu imaginaient mon succès à l'origine. J'ai veillé, au lendemain de cette consultation, à rassembler tous ceux qui s'y étaient présentés, et je les salue avec affection, comme je salue Martine Aubry qui nous a permis de nous retrouver tous ensemble, et Jean-Michel Baylet qui nous apporte aussi les Radicaux de gauche.

Chers amis, si j'en suis là, c'est le fruit de cette obstination. Le hasard n'y est pour rien. C'est un aboutissement. Vous me connaissez, certains, depuis longtemps, trente ans. C'est un bail qui récompense, pour les uns et pour les autres, une fidélité et une ténacité. C'est vrai que je ne m'exhibe pas, je reste moi-même, c'est ma force. Ce que vous voyez ici, c'est ce que je suis. Je veux conquérir le pouvoir, mais je ne suis pas un vorace, je veux simplement le mettre au service des Français. Le pouvoir, j'en sais la nécessité, l'utilité, et j'en connais les dérives. Je suis placide avec ces choses, j'ai fait de l'engagement ma vie entière. J'ai sacrifié beaucoup. J'ai donné, j'ai reçu du temps, du travail, des coups, mais j'ai une cohérence, je m'y tiens, je suis constant dans mes choix. Je n'ai pas besoin de changer en permanence pour être moi-même. J'ai conscience que l'Etat, pour être efficace, appelle une direction sûre à sa tête, mais qu'il n'y a pas de réussite possible si celui qui est à la tête du pays, précisément, n'associe pas les autres, ne mobilise pas les intelligences, ne gagne pas le meilleur de ce qu'il y a dans chacun d'entre nous, ne fait pas entendre la voix du rassemblement, de la réconciliation et de l'apaisement. Je n'aime pas les honneurs, les protocoles et les palais. Je revendique une simplicité qui n'est pas une retenue, mais la marque de l'authentique autorité.

Je vais vous confier mon secret, ce secret que j'ai gardé depuis longtemps mais que vous avez sans doute découvert : j'aime les gens, quand d'autres sont fascinés par l'argent. Je prends chaque regard comme une attente, chaque visage comme une curiosité, chaque poignée de main comme une rencontre, chaque sourire comme une chance.

Je connais l'Etat pour en être issu et pour l'avoir servi de multiples façons. Certains me reprochent de n'avoir jamais été ministre. Quand je vois ceux qui le sont aujourd'hui, cela me rassure ! Ce sont les mêmes qui reprochaient en son temps à François Mitterrand de l'avoir été onze fois ! Et dois-je rappeler, en gardant la comparaison, que Georges Clémenceau ne devint ministre et président du Conseil qu'à 65 ans ? Mais je n'attendrai pas jusque-là, je vous le promets ! Je sais aussi que l'Histoire peut être tragique, que rien n'est jamais acquis, que tout ce que l'on croit irréversible, inaltérable, inattaquable peut être à tout moment atteint en son cœur. La crise, le fanatisme, le terrorisme, sans oublier les catastrophes naturelles : nous ne sommes jamais en paix. Le cours de l'Humanité

n'est pas tranquille. Il connaît d'inexplicables assèchements, et parfois d'impensables débordements. L'homme d'Etat doit se préparer à tout, c'est-à-dire au pire, et toujours rester vigilant, poursuivre inlassablement le combat qui est le sien pour le progrès, pour la dignité humaine, pour la démocratie, ne pas se laisser détourner pas les mouvements d'humeur, par les modes, par les contournements de l'Histoire, tenir son cap. Je suis un optimiste de la volonté. Je crois que le meilleur est possible, qu'un peuple réuni autour d'un projet commun construit sa propre histoire. Je suis convaincu que les Français attendent aujourd'hui une direction forte, un rassemblement sur l'essentiel, et surtout de la part de celui qui doit les conduire, une considération, un apaisement, un respect, une confiance.

La confiance est un mot qui ne figure pas dans les lois ou dans les règlements, qui ne coûte rien mais qui peut rapporter beaucoup. Elle commande beaucoup de choses. Elle ne résout rien par elle-même, mais elle autorise tout si on sait la saisir. Et c'est pourquoi je veux redonner confiance aux Français.

Deux grandes dates ont marqué ma vie politique, l'une violente, le 21 avril 2002, une blessure que je porte encore sur moi, j'en ai la trace, ce soir terrible ou l'extrême droite, faute de vigilance et de lucidité face à la menace, face à la dispersion, met la Gauche hors-jeu et permet à la Droite de s'installer pour dix ans. J'en ai tiré toutes les leçons. Moi, je ne laisserai pas faire, je ne laisserai pas les ouvriers, les employés, aller vers une famille politique qui n'a jamais rien fait pour servir les intérêts de ces classes-là. Je ne laisserai pas un parti caricaturer les problèmes sans jamais apporter la moindre solution crédible. Je ne laisserai pas une formation politique se présenter comme la voix du peuple alors qu'elle veut simplement se servir de lui. Je ne laisserai pas s'éloigner au nom de la France des citoyens, nos amis, qui peuvent penser que l'ennemi est ici, qu'il a une couleur et une religion, ce qui serait contraire aux principes mêmes de notre République. Je ne laisserai pas utiliser la colère et la détresse pour mettre en cause la République, la construction européenne et les droits de l'homme. Je ne laisserai pas une formation politique réclamer le rétablissement de la peine de mort. Je me battrai, je me battrai jusqu'à mon dernier souffle pour conjurer ce risque et pour éviter que l'élection présidentielle soit tronquée. Parce que ce qu'attendent une grande majorité de nos concitoyens, c'est finalement le choix entre la Gauche et le Droite, c'est-à-dire le choix le plus clair pour permettre à notre pays de faire véritablement la décision.

L'autre date qui reste gravée dans ma mémoire est plus heureuse, c'est le 10 mai 1981. J'avais 26 ans. Je sais ce qu'elle a représenté pour tous ceux qui avaient attenu pendant des décennies, si longtemps donc, ce moment, l'alternance enfin, le bonheur de la victoire. Il y a eu bien sûr d'autres succès pour la Gauche : 1988, 1997, mais ils ne pouvaient pas avoir la même portée. Et pour autant, je ne veux pas verser dans la nostalgie. L'épopée de la Gauche ne peut pas se réduire à des moments exceptionnels : 1936, 1981. Moi, je veux installer la Gauche dans la durée, et si je suis candidat, c'est pour renouer le fil, pour poursuivre la marche, pour mettre en accord la Gauche avec la France. Je veux, amis ici et au-delà, voir votre bonheur le 6 mai, la joie, je veux voir la joie de la conquête, l'enthousiasme de l'audace, et en même temps les débordements de la liberté. Je veux gagner avec vous le droit de présider la France.

Je connais bien notre pays, je l'ai parcouru, sillonné tant de fois, sans jamais me lasser de le découvrir. Je connais ses villes qui changent, qui créent, qui entreprennent, ses espaces façonnés par le travail patient de nos agriculteurs, son espace maritime travaillé par les pêcheurs, ses lieux de production où l'intelligence des salariés se conjugue avec la compétence des ingénieurs. Je n'ignore rien non plus de nos villages où le silence s'est

fait et où la vie s'est retirée, je n'ignore rien de ces quartiers de relégation où se mêlent la colère, le désespoir et malgré tout le talent et la volonté de réussir. C'est cette France que je veux avec vous servir.

Comme vous, je connais la gravité de l'heure que nous vivons. Une crise financière déstabilise les Etats, des dettes publiques énormes donnent aux marchés tous les droits. L'Europe se révèle incapable de protéger sa monnaie de la spéculation. Notre propre pays est confronté à un chômage record et s'enfonce dans la récession autant que dans l'austérité. Le doute s'est installé. Je le mesure chaque jour. Il se charge en défiance envers l'Europe et même envers la démocratie. Il se transforme en indignation devant l'injustice d'un système, l'impuissance d'une politique, l'indécence des nantis. Il dégénère en violence privée, familiale, sociale, urbaine, avec cette terrible idée qui s'est installée, qui se diffuse dans notre conscience collective : la marche vers le progrès se serait arrêtée, nos enfants seraient condamnés à vivre moins bien que nous. Eh bien, c'est contre cette idée-là que je me bats. Voilà pourquoi je suis candidat à l'élection présidentielle. Je veux redonner confiance aux Français dans leur vie : la France a traversé dans son histoire bien des épreuves, bien des crises, des guerres, des révolutions, elle les a toujours surmontées, toujours en refusant l'abaissement, la résiliation, le repli, jamais en succombant au conformisme, à la peur, à la loi du plus fort, mais en restant fidèle aux valeurs de la République, en allant puiser en elle-même le courage pour accomplir les efforts, pour défendre son modèle social, pour garder sa fierté en redressant la tête, en regardant lucidement le défi à affronter, en débattant librement et en faisant les choix qui s'imposent.

Il n'y a jamais, je dis bien jamais, une seule politique possible, quelle que soit la gravité de la situation. L'Histoire n'est pas l'addition de fatalités successives, elle nous enseigne qu'il y a toujours plusieurs chemins. La voie que je vous propose, c'est le redressement dans la justice, c'est l'espérance dans la promesse républicaine.

Mais avant d'évoquer mon projet, je vais vous confier une chose. Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des Etats.

Cette emprise est devenue un empire. Et la crise qui sévit depuis le 15 septembre 2008, loin de l'affaiblir, l'a encore renforcée. Face à elle, à cette finance, les promesses de régulation, les incantations du « plus jamais ça » sont restées lettre morte. Les G20 se sont succédés sans résultat tangible. En Europe, 16 sommets de la dernière chance ont été convoqués pour reporter au suivant la résolution définitive du problème. Les banques, sauvées par les Etats, mangent désormais la main qui les a nourries. Les agences de notation, décriées à juste raison pour n'avoir rien vu de la crise des subprimes, décident du sort des dettes souveraines des principaux pays, justifiant ainsi des plans de rigueur de plus en plus douloureux. Quant aux fonds spéculatifs, loin d'avoir disparu, ils sont encore les vecteurs de la déstabilisation qui nous vise. Ainsi, la finance s'est affranchie de toute règle, de toute morale, de tout contrôle.

Disant cela, je ne montre pour autant aucune indulgence sur le quinquennat qui arrive à son terme. Mais là n'est déjà plus la question. Les jugements sont faits. Commencé dans la virevolte, ce quinquennat finit dans la tourmente. Plombé par des cadeaux fiscaux

destinés aux plus fortunés, il s'achève par des hausses de prélèvements imposées à tous les Français. Inauguré par une promesse de retour au plein emploi, il se termine par un chômage record. Et que dire des déficits, de la dette, de la désindustrialisation, de la démolition des services publics, notamment de l'école ?

Un seul mot résume cette présidence : la dégradation. Tout s'est dégradé. Je ne parle pas d'une note. Je ne parle même pas des comptes publics. Je parle des conditions de vie, des comportements, tout simplement de la situation du pays. A l'injustice dans les choix, l'incohérence des décisions se sont ajoutés l'accaparement du pouvoir et la connivence avec les puissants, avec ce paradoxe ultime que la volonté d'omnipotence débouche sur un aveu d'impuissance. Voilà pourquoi le changement n'est pas seulement celui d'un président, d'un gouvernement ou d'une majorité. Il faut aller bien plus loin : c'est un changement de politique, de perspective, de dimension qu'il faut offrir à notre pays le 22 avril et le 6 mai.

Si la finance est l'adversaire, alors il faut l'affronter avec nos moyens et d'abord chez nous, sans faiblesse mais sans irréalisme, en pensant que ce sera un long combat, une dure épreuve mais que nous devrons montrer nos armes. Maîtriser la finance commencera ici par le vote d'une loi sur les banques qui les obligera à séparer leurs activités de crédit de leurs opérations spéculatives. Aucune banque française ne pourra avoir de présence dans les paradis fiscaux.

Les produits financiers toxiques, c'est-à-dire sans lien avec les nécessités de l'économie réelle seront purement et simplement interdits. Les stocks options seront supprimées. Et les bonus encadrés Enfin, je proposerai une taxe sur toutes les transactions financières, non pas le rétablissement de l'impôt de bourse, ce qui va être fait et qui a été supprimé il y a quelques mois – c'est vous dire la cohérence ! Non, je proposerai une véritable taxe sur les transactions financières, avec ceux en Europe qui voudront la mettre en œuvre avec nous. Je proposerai aussi, si l'on veut éviter d'être jugés par des agences de notation dont nous contestons la légitimité, de mettre en place au niveau européen une agence publique de notation.

L'autre point par rapport à la finance est européen. La zone euro se défait sous nos yeux. La France doit retrouver l'ambition de changer l'orientation de l'Europe. Elle imposera de savoir convaincre et entraîner nos partenaires. On me demande souvent : « mais comment allez vous faire pour faire venir vos alliés dans cette Europe, sur les positions que vous défendez, puisque le Président sortant n'y est pas arrivé » ? Mais ce qui va changer, c'est le vote des Français, qui sera notre levier pour convaincre. Les destins de l'Europe et de la France sont liés, la grandeur de la France ne peut pas être séparée de la force de l'Europe. Nous avons besoin d'Europe, elle doit nous aider à sortir de la crise mais pas imposer une austérité sans fin qui peut nous entraîner dans la spirale de la dépression. Les disciplines sont nécessaires, des engagements, devront être pris pour le désendettement et être respectés. Mais c'est la croissance qui nous permettra d'y parvenir le plus sûrement. C'est pourquoi je proposerai à nos partenaires un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance. Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre pour lui apporter la dimension qui lui manque, c'est-à-dire la coordination des politiques économiques, des projets industriels, la relance de grands travaux dans le domaine de l'énergie et puis les instruments pour dominer la spéculation, un fonds européen qui puisse avoir les moyens d'agir sur les marchés avec l'intervention de la Banque centrale européenne qui devrait être, finalement, au service de la lutte contre la spéculation. J'agirai en faveur de la création d'euro-obligations afin de mutualiser une partie des dettes souveraines, de financer les grands projets. Je défendrai, parce que

c'est le sens du projet européen, une démocratie qui associera les parlements nationaux et européens aux décisions qui devraient concerner les Etats. Je proposerai une nouvelle politique commerciale en Europe qui fera obstacle à la concurrence déloyale, qui fixera des règles strictes en matière sociale, en matière environnementale, de réciprocité. Une contribution écologique sera installée aux frontières de l'Europe pour venir compléter ce dispositif. Je continuerai à agir pour une parité juste de l'euro vis-à-vis du dollar américain. Je n'accepterai pas que la monnaie chinoise soit encore inconvertible alors que cette première puissance commerciale finit par être excédentaire sans que sa monnaie, jamais, ne soit réévaluée.

L'Europe a bien des défauts, je les connais. Mais en même temps elle est notre bien commun. Défendons-la, elle en a besoin, elle le mérite ! Ce qui manque à l'Europe, c'est du mouvement – et c'est un Européen de cœur qui le dit – mais pas dans n'importe quelle Europe : le mouvement vers une Europe de croissance, vers une Europe de solidarité, vers une Europe de protection. C'est la vocation de l'a France que de la construire avec l'Allemagne et avec les pays qui voudront nous accompagner.

Aucun des grands défis de l'Europe ne peut se résoudre sans le pacte d'amitié, dans l'égalité, que Français et Allemands ont noué au lendemain de la guerre. Je proposerai donc à nos amis allemands une nouvelle relation de vérité et d'égalité. De leur côté, ils devront faire preuve de solidarité. L'Allemagne ne restera pas forte dans une Europe faible. Elle ne restera pas riche dans une Europe appauvrie, voilà la vérité. Je sais que beaucoup en Allemagne le comprennent. Mais du nôtre, nous devons faire aussi des efforts, efforts de compétitivité, de justice fiscale. Voilà le pacte qu'il va falloir nouer et ouvrir un nouveau cycle en Europe, celui d'une coopération économique, industrielle, énergétique entre nos deux pays. Voilà pourquoi, en janvier 2013 – c'est tout proche, ce sera quelques mois après le rendez-vous du 6 mai –, si les Français m'en donnent mandat, je proposerai à la chancelière d'Allemagne l'élaboration d'un nouveau traité franco-allemand, traité de l'Elysée un demi-siècle après l'acte fondateur de De Gaulle et d'Adenauer qui engagea une dynamique pour nos deux pays.

Chers amis, je veux redonner confiance à la France dans l'Europe. Je veux maintenant vous dire ce que je veux pour le redressement de notre pays. Ce qui est en cause n'est plus la souveraineté d'hier, quand notre territoire était menacé. Ce qui est en cause, c'est la souveraineté de la République face aux marchés et à la mondialisation. Voilà pourquoi je veux redresser la France, la redresser financièrement, la redresser économiquement, la redresser industriellement. Notre pays a abandonné depuis trop longtemps son industrie, aveuglé par la chimère d'une économie sans usine, sans machine, comme si l'immatériel pouvait remplacer le travail de l'ouvrier, du contremaître, de l'ingénieur et de son savoir-faire. La réindustrialisation de la France sera ma priorité. Je créerai une banque publique d'investissement qui, en complément des fonds régionaux, accompagnera le développement des entreprises stratégiques. Je favoriserai la production en France en orientant les financements et les allégements fiscaux vers les entreprises qui investissent sur notre territoire, qui y localisent leurs activités, qui y mettent leurs emplois et qui sont en plus offensives à l'exportation. Je mobiliserai l'épargne des Français en créant un livret d'épargne dont le produit sera entièrement dédié au financement des PME et des entreprises innovantes.

J'exigerai des entreprises qui se délocalisent qu'elles remboursent immédiatement les aides publiques reçues. Je donnerai priorité aux PME : ce sont elles qui embauchent, ce sont elles qui doivent être aidées avant tout, c'est pour elles que nous élargirons le crédit impôt recherche, que nous abaisserons l'impôt sur les sociétés, que nous créerons une

agence pour les PME. Je soutiendrai l'économie numérique en organisant avec les collectivités locales et les industriels la couverture intégrale de la France en très haut débit d'ici 10 ans.

Le retour de la croissance passe aussi par la transition énergétique. Je me suis engagé à ce que la part du nucléaire dans la production d'électricité soit réduite de 75 % à 50 % d'ici 2025. Nous avons besoin d'une industrie nucléaire forte, inventant les technologies, les progrès de demain, mais nous avons besoin aussi d'énergies renouvelables, nous avons besoin aussi d'un plan d'économies d'énergie parce que ce sont ces trois actions – le nucléaire, les énergies renouvelables et les économies d'énergie – qui nous permettront d'avoir une perspective industrielle. Les économies d'énergie, nous les mettrons en œuvre par un plan de grands travaux : un million de logements neufs et anciens bénéficieront d'une isolation thermique de qualité. Nous créerons des dizaines de milliers d'emplois en améliorant en plus le pouvoir d'achat des ménages, par rapport à leurs frais de chauffage. Enfin, il n'y aura pas de retour à la croissance, pas d'industrie forte sans un effort de recherche et d'innovation. C'est tout notre avenir de nation industrielle qui se joue là. J'ai confiance dans la science, dans le progrès, dans la recherche, dans la capacité des inventeurs à nous donner les produits de demain sans avoir pour autant la crainte pour notre environnement. Parce que la recherche est aussi au service de l'écologie et de l'environnement.

Redresser l'économie, redresser l'industrie, mais aussi redresser les finances. Le niveau de la dette publique n'a jamais été aussi élevé. La dette publique a doublé depuis 2002. 10 ans de droite auront coûté aussi cher que tous les gouvernements réunis de la Ve République. Je n'ai ici pas compté tous les présidents qui se sont succédé mais, quels que soient leurs mérites ou leurs défauts, aucun n'avait été capable de mettre la dette publique à ce niveau-là. Il a fallu attendre 2002 pour avoir cette dérive. Pour maîtriser la dette, je rétablirai l'équilibre budgétaire en fin du mandat qui me sera confié. Pour atteindre cet objectif, je reviendrai sur les cadeaux fiscaux et les multiples niches fiscales accordées depuis une décennie aux ménages les plus aisés et aux plus grosses entreprises. Cette réforme permettra de dégager près de 30 milliards de recettes supplémentaires. Mais dans le même temps, les dépenses de l'Etat seront maîtrisées. Toute nouvelle dépense sera financée par des économies, le nombre total de fonctionnaires n'augmentera pas, mais il sera mis fin à la règle aveugle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Ce redressement, mes amis, est indispensable. Mais il ne sera possible que dans la justice. Chaque nation a une âme. L'âme de la France, c'est l'égalité. C'est pour l'égalité que la France a fait sa révolution et a aboli les privilèges dans la nuit du 4 août 1789. C'est pour l'égalité que le peuple s'est soulevé en juin 1848. C'est pour l'égalité que la IIIe République a instauré l'école obligatoire et l'impôt citoyen sur le revenu. C'est pour l'égalité que le Front populaire a œuvré en 1936. C'est pour l'égalité que le gouvernement du général de Gaulle a institué la sécurité sociale en 1945. C'est pour l'égalité que François Mitterrand a été élu en 1981. C'est pour l'égalité que nous avons fait, avec Lionel Jospin, la couverture maladie universelle et l'allocation personnelle à l'autonomie. C'est pour l'égalité que nous aurons aussi à combattre et à proposer aux Français le changement.

L'égalité, c'est ce qui a permis à un enfant orphelin de père élevé par une mère pauvre, sourde et illettrée, de devenir prix Nobel de littérature. Il s'appelait Albert Camus et, après avoir reçu son prix, il écrivit en ces termes à son vieil instituteur : « ma première pensée, après ma mère, a été pour vous. Sans vous, sans cette main affectueuse que vous avez

tendue au petit enfant pauvre que j'étais, sans votre enseignement, sans votre exemple, rien de tout cela ne me serait arrivé. » C'est pour l'égalité que nous devons agir parce que, depuis 10 ans, l'égalité recule partout. Partout, des privilèges apparaissent à mesure qu'une nouvelle aristocratie – j'emploie le mot à dessein – arrogante et cupide s'installe et prospère. 1 % des Français privilégiés se séparent du reste de la société. Ils vivent à côté de nous mais ils ne vivent déjà plus avec nous. Parfois, ils ne vivent même pas chez nous. Une véritable sécession sociale a vu le jour ces dernières années : des quartiers relégués, abandonnés et de l'autre des quartiers protégés, sécurisés pour que nul ne vienne déranger. Je serai le Président de la fin des privilèges parce que je ne peux pas admettre que, pendant ce temps-là, pendant que certains s'enrichissent sans limite, la précarité s'étende, la pauvreté s'aggrave et 8 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont beaucoup trop d'enfants.

Qu'on m'entende bien, l'égalité, ce n'est pas l'égalitarisme, c'est la justice. L'égalité, ce n'est pas l'assistanat, c'est la solidarité. Les Français n'ont rien à craindre de l'égalité, rien à craindre de la justice, rien à craindre de la redistribution. Les Français doivent savoir que, s'ils m'élisent, je ne poserai comme président qu'une seule question : avant tout effort supplémentaire, avant toute réforme, avant toute décision, avant toute loi, avant tout décret, je ne me poserai qu'une seule question : est-ce que ce que l'on me propose est juste ? Si c'est juste, je le prends, si ce n'est pas juste, je l'écarte. Seule la justice doit guider notre action.

C'est pourquoi j'engagerai avec le Parlement la réforme fiscale dont notre pays a besoin. C'est pour la justice que je reviendrai sur les allègements de l'impôt sur la fortune, c'est pour la justice que je veux que les revenus du capital soient taxés comme ceux du travail. Qui peut trouver normal qu'on gagne plus d'argent en dormant qu'en travaillant ? C'est pour la justice que je veux fusionner, après les avoir rapprochés, l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée, dans le cadre d'un prélèvement progressif sur le revenu. C'est pour la justice que je porterai la tranche supérieure à 45 % de l'impôt sur le revenu pour ceux qui touchent plus de 150 000 euros. Et on ne me fera pas croire qu'avec 150 000 euros, ce sont les classes moyennes qui seront concernées ! C'est pour la justice que je veux que nul ne puisse tirer avantage de niches fiscales au-delà d'une somme de 10 000 euros de diminution d'impôts par an.

Je sais que le combat sera rude, qu'on cherchera à faire peur, qu'on inquiètera… Si demain nous sommes en responsabilité, ceux à qui l'on prendra feront davantage entendre leur voix que ceux à qui l'on donnera. Je sais qu'il n'y aura pas de manifestation pour nous soutenir. C'est rare, c'est exceptionnel. Mais il peut y en avoir pour nous contester. Je sais que certains chercheront à nous faire peur et à effrayer les classes moyennes alors qu'elles ne trouveront qu'avantage dans la réforme que nous présenterons, prétendre que les grandes fortunes quitteront notre territoire. Mais est-ce que le bouclier fiscal a fait revenir les grandes fortunes en France ? Non ! Est-ce que le bouclier fiscal les a enrichies plus encore ? Oui ! Est-ce que les impôts de la plupart des Français ont baissé ? Non, ils ont augmenté ! Est-ce que ceux des plus favorisés ont diminué depuis 5 ans ? Oui ! Est-ce que la TVA n'est pas plus inquiétante dès lors qu'elle concernera tous les Français, mille fois oui, elle est plus inquiétante que ce que nous proposons !

Ce n'est pas seulement la réforme fiscale. L'égalité doit concerner tous les domaines de la vie en société. L'égalité doit commencer à faire partir à la retraite ceux qui ont commencé à travailler tôt, exercé les métiers les plus pénibles. Et c'est pourquoi, tout en ayant le souci de maîtriser les comptes et en ouvrant une négociation sur la réforme des retraites

indispensable — puisque celle qui a été votée est non seulement injuste mais pas financée -, eh bien sans attendre l'ouverture de cette négociation, tous ceux qui ont 60 ans et qui auront cotisé 41 années retrouveront le droit à partir à la retraite à taux plein. La négociation, elle, portera sur la pénibilité, les décotes, le montant des pensions, l'âge légal, l'évolution des recettes, indispensable, et la pérennité de notre système par répartition.

L'égalité, c'est aussi le meilleur accès pour tous au logement. Nous manquons de logements en France. Ils atteignent des prix insupportables, et pas simplement dans les grandes villes. Il faut donc plus de logements. C'est pourquoi je prendrai une décision : l'Etat montrera l'exemple, il mettra immédiatement à la disposition des collectivités locales tous ses terrains disponibles pour leur permettre de construire de nouveaux logements dans un délai de cinq ans. Plus de logements, plus de logements sociaux, et c'est pourquoi le Livret A — qui sert à collecter une épargne précieuse pour le logement social-, eh bien le livret A verra son plafond doubler, afin que tous les Français, par leur épargne, puissent financer le logement social.

Il faut plus de logements, plus de logements sociaux, et des logements moins chers. Je sais que cela prendra du temps, mais pour éviter les abus, j'encadrerai les loyers là où les prix sont manifestement excessifs. Il faut des villes plus équilibrées. Et je multiplierai par cinq les sanctions qui pèsent sur les communes qui bafouent la loi de solidarité urbaine.

L'égalité, l'égalité toujours, l'égalité pour la santé ! Nos professions de santé sont d'une qualité remarquable. J'en fais à chaque fois l'expérience. Leur métier est l'un des plus difficiles qui soient. Sans elles, le système se serait déjà effondré et, en même temps, trop de Français doivent renoncer à se soigner, pour des raisons financières ou pour des raisons de domicile. Les dépassements d'honoraires seront donc encadrés. Nous combattrons les déserts médicaux. Et par un nouveau système de tarification, qui fera la part entre l'activité et le service public, l'hôpital public sera conforté dans ses tâches et dans ses missions. Et je prends l'engagement que personne, je dis bien personne dans notre pays, ne soit à plus d'une demi-heure de transport d'un lieu de traitement des urgences médicales.

L'égalité, l'égalité encore, c'est le même accès pour tous à l'eau, au chauffage, à l'électricité. Il n'est pas, quand même, normal qu'une famille modeste paie l'eau au même prix, quand elle boit cette eau, que ceux qui la déversent sans compter ! Je créerai donc un tarif progressif de l'eau, comme du gaz et de l'électricité, qui garantira, au moins pour un certain volume, un prix stable et juste.

L'égalité, c'est le même salaire quand on a les mêmes compétences et les mêmes responsabilités. Comment la France, comment la République peut-elle accepter que les femmes soient moins bien payées que les hommes ? Les exonérations de cotisations sociales aux entreprises qui ne respectent pas cette règle seront purement et simplement supprimées.

L'égalité, toujours l'égalité, c'est aider les territoires qui en ont le plus besoin et notamment, et je parle ici en Seine Saint-Denis, nos banlieues. Cela veut dire qu'il faudra cesser d'aider de la même façon le quartier difficile d'une ville riche et le quartier difficile d'une ville qui n'a que des quartiers difficiles. Je compte sur tous les élus locaux pour m'accompagner dans ce mouvement. Il n'est pas nécessaire d'être de gauche pour être sensible à la terrible injustice que représente pour des millions de Français la vie dans des immeubles indignes ou dans des cités dégradées.

L'égalité, l'égalité c'est aussi la sécurité pour tous. Vivre dans la peur est insupportable ! L'insécurité est une injustice sociale intolérable. Elle touche les plus modestes, les plus âgés, les plus jeunes, les plus fragiles. La sécurité est un droit et je le ferai respecter en créant des zones de sécurité prioritaires là où il y a les taux de délinquance les plus élevés, en mettant des postes supplémentaires, 1 000 chaque année, dans la Justice, dans la Police, dans la Gendarmerie, en rapprochant les Forces de l'ordre des citoyens. Et je lutterai contre tous les trafics, toutes les mafias. Pas plus que je n'accepte la délinquance financière, la fraude fiscale, pas plus je ne tolère qu'un petit caïd avec sa bande mette une cité en coupe réglée et fasse vivre à ses habitants un enfer. Tous ceux-là, les délinquants financiers, les fraudeurs, les petits caïds, je les avertis : ceux qui ont pu croire que la loi ne les concernait pas, le prochain président les prévient, la République, oui, la République vous rattrapera !

L'égalité, l'égalité toujours, l'égalité ce sont les mêmes droits pour tous, quels que soient son sexe et son orientation, c'est le droit de pouvoir se marier, d'adopter, pour les couples qui en décident ainsi. C'est le droit, pour les personnes handicapées, de vivre la vie la plus normale possible. Et je veillerai à ce que chaque loi comprenne un volet handicap.

L'égalité, c'est aussi l'accès à ce qui est le plus précieux, y compris quand on n'a plus rien, l'émancipation, l'enrichissement, la culture. La culture, Baudelaire l'évoquait : « le meilleur témoignage que nous puissions donner de notre dignité, c'est la culture ». Et là encore, nous devons agir. L'éducation artistique sera généralisée, l'aménagement culturel de la France sera une priorité. Il intégrera les territoires oubliés, les zones abandonnées, les quartiers dégradés de nos grandes villes. Et c'est pourquoi nous ouvrirons, là encore, une nouvelle étape de la décentralisation culturelle.

Quant à la loi Hadopi, inapplicable, elle sera remplacée – remplacée je dis bien, car il faut un cadre pour fixer les droits de chacun – par une grande loi signant l'acte 2 de l'exception culturelle, qui défendra à la fois les droits des créateurs, parce que nous avons besoin de créateurs et de production, et un accès aux œuvres par Internet. Nous ne devons pas opposer les créateurs et leurs publics. Le public et les créateurs sont dans le même mouvement pour l'émancipation, pour la découverte, pour la qualité, pour l'exception culturelle française.

Chers amis, je veux citer Pierre Mendès France, qui nous disait que « la vérité doit forcément guider nos pas ». Je vous dois donc la vérité. Je connais les contraintes financières, l'ampleur de nos déficits, la gravité de notre dette, la faiblesse de la croissance en 2012, la lourdeur de l'héritage qui nous sera légué. Je ne promettrai donc que ce que je suis capable de tenir. Je dois maîtriser sans rien renoncer les choses et d'abord le temps.

Le quinquennat s'ouvrira donc sur des réformes de structure, celles qui constitueront un redressement dans la justice, le redressement économique, la réforme fiscale, le pacte éducatif, la décentralisation. Nous traiterons aussi les urgences, l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes, le logement, la santé. Mais c'est ensuite que nous pourrons redistribuer ce que nous aurons créé, ce que nous aurons fabriqué, ce que nous aurons engagé, ce que le pays aura pu, par son redressement, favoriser. Voilà les temps qui doivent être proposés.

Mais je ne perdrai pas un seul instant, pas un seul instant, du mandat qui me sera confié.

Sur le plan international, avec le sommet de l'Otan prévu à la fin du mois de mai 2012, nous engagerons le retrait de nos troupes d'Afghanistan. Sur le plan européen, si les

Français m'en donnent mandat, mon premier déplacement sera pour rencontrer la Chancelière d'Allemagne et pour lui dire que nous devons ensemble changer l'orientation de l'Europe vers la croissance et dans le lancement de grands travaux.

Ici dans notre pays, sans même attendre le renouvellement de l'Assemblée nationale, j'engagerai, avec les nouveaux ministres et le nouveau gouvernement, les premières mesures contre la finance et pour la réforme bancaire. Pas un instant, nous ne resterons inactifs. Le quinquennat ne sera pas une volte-face, un zigzag, une contradiction. D'ores et déjà, nous savons où nous voulons aller. Nous connaissons les temps, les périodes, les rythmes. Nous avons fixé aux Français l'objectif, mais également les moyens. Nous savons que nous avons des moyens limités, mais que nous avons la volonté ! C'est cette démarche qui convaincra. Et ce n'est pas en improvisant en fin de mandat des mesures politiques, économiques, sociales qui ont tant manqué depuis cinq ans, que les Français pourront être sérieusement convaincus que le changement se fera, pour les cinq ans qui viennent, de ce côté-là.

Je veux vous parler, pour terminer, de notre avenir. L'idée républicaine, c'est une promesse. Une belle promesse, qui est celle de vivre mieux de génération en génération. La promesse républicaine, c'est que chaque génération vivra mieux que la précédente. Et aujourd'hui, cette promesse est trahie. Notre jeunesse est sacrifiée, abandonnée, reléguée. Chômage, précarité, dévalorisation des diplômes, désespérance, perte d'autonomie, accès au logement difficile. Sans compter ce que nous lui laissons, à cette jeunesse, un environnement dégradé, des retraites non financées, une dette considérable. Et pourtant, la jeunesse c'est notre chance ! Comment peut-on accepter que cette chance devienne une charge ? J'ai beaucoup réfléchi, depuis plusieurs mois même, à ce que pouvait être l'enjeu de l'élection présidentielle, au-delà de la crise, du redressement à accomplir, de la justice à réaliser. J'en suis arrivé à cette conclusion simple : c'est pour la jeunesse de notre pays que je veux présider la France. Je veux redonner confiance à la jeunesse ! Et c'est la raison pour laquelle je veux faire de l'éducation une grande cause nationale. J'ai proposé de créer 60 000 postes supplémentaires dans l'éducation, pas seulement de professeurs, mais de surveillants, d'infirmières, d'assistantes sociales, de tous ceux qui contribuent à l'accueil, à l'accompagnement, à la réussite des jeunes. On me dit « c'est trop ». Non, je dis « ce n'est peut-être pas assez » ! C'est terrible de mener une bataille contre l'échec scolaire, qui fait chaque année plus de 150 000 victimes, 150 000 qui sortent sans diplôme, sans qualification, de l'école. La priorité ira aux écoles maternelles et primaires parce que c'est là que beaucoup se joue et que les premiers retards se précisent. Les rythmes scolaires qui n'ont aucun équivalent en Europe seront revus. Au collège et au lycée, les élèves les plus en difficulté bénéficieront d'un accompagnement personnalisé, pour qu'à la fin du quinquennat, je dis bien à la fin du quinquennat, le nombre de jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire soit divisé par deux. Aucun jeune, aucun jeune de 16 à 18 ans – et je sais ce qu'est la déscolarisation dans beaucoup de nos villes et dans beaucoup de familles -, aucun jeune de 16 à 18 ans ne restera sans solution de formation, d'emploi ou même de service civique. Personne ne sera laissé là, de côté, abandonné, oublié ! C'est pour notre jeunesse que nous devons faire de l'emploi une priorité et créer progressivement 150 000 emplois d'avenir réservés aux jeunes, en particulier ceux issus des quartiers difficiles.

C'est pour les jeunes mais aussi les seniors que j'ai porté cette belle idée du contrat de génération, pour permettre l'embauche de jeunes en contrat à durée indéterminée dès lors qu'ils sont accompagnés par un salarié plus expérimenté, qui lui-même est maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ à la retraite. C'est la réconciliation des âges, c'est la solidarité

entre les générations ! Partout où je vais dans les usines, deux sortes de travailleurs viennent me voir. Les plus anciens, qui me posent une seule question : quand est-ce que nous allons partir ? Et les plus jeunes, qui me posent une seule question : quand est-ce que nous allons pouvoir entrer ? Et je leur dis « mais si vous les seniors, vous accompagnez les jeunes, vous leur donnez votre savoir-faire, votre expérience, votre compétence, est-ce que ce n'est pas finalement la plus belle mission qui peut vous être confiée avant d'attendre le départ à la retraite ? Et vous, les jeunes, si vous entrez enfin dans l'emploi avec un contrat à durée indéterminée, vous pouvez retrouver l'autonomie que vous attendez depuis si longtemps ». Je pense aussi aux jeunes qui sont étudiants et dont les familles sont modestes. Ceux-là recevront aussi une allocation d'études sous conditions de ressources pour leur permettre d'avoir l'autonomie.

C'est cela, le projet : faire tout pour que la jeunesse réussisse, non pas pour elle-même, non pas parce qu'elle serait une catégorie, non pas parce que je voudrais la flatter, mais parce que c'est ce qui permet à ceux qui sont parents, grands-parents, de retrouver eux-mêmes espoir dans l'avenir, fierté dans la réussite, de se dire « mais qu'allons-nous laisser, laisser après nous, quelle société voulons-nous transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants ? ». Une société du chômage, de la précarité, de l'angoisse, de la dislocation ou, au contraire, une société où les chances soient attribuées, où les conditions de réussite soient posées et où l'on se dise : je vais bientôt partir, que ce soit à la retraite ou pour le grand voyage, je vais bientôt partir mais au moins, je sais que ce qui a été transmis sera finalement, pour la génération qui arrive, la réussite possible que je n'ai même pas eue pour moi-même.

Et moi, moi qui suis devant vous candidat à l'élection présidentielle, si je reçois le mandat du pays d'être le prochain président, je ne veux être jugé que sur un seul objectif : est-ce qu'au terme du mandat qui me sera, si les Français le veulent, confié, est-ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012 ? Je demande à être évalué sur ce seul engagement, sur cette seule vérité, sur cette seule promesse ! Changer leur vie serait pour moi la plus grande des fiertés. Ce n'est pas un engagement à la légère que je prends. C'est pour mobiliser toute la Nation par rapport à cet enjeu.

Chers amis, j'ai parlé du Rêve français. Oui, le beau rêve, le rêve que tout au long des siècles, depuis la Révolution française, les citoyens ont caressé, ont porté. Ce rêve de vivre mieux, ce rêve de laisser un monde meilleur, ce rêve du progrès, ce rêve de pouvoir franchir à chaque fois les étapes de l'humanité, ce rêve ne nous appartient pas qu'en propre, mais il se trouve que c'est nous, la France, qui avons inventé la République. C'est nous qui avons porté cet idéal qu'une société, si elle s'organisait, si elle se donnait les moyens, si elle faisait de l'égalité, de la liberté et de la fraternité son mode de vie, pouvait être l'émancipation pour chacun.

C'est ce rêve-là que j'ai voulu de nouveau ré-enchanter – et aussitôt, la Droite s'est gaussée. Comment, comment serait-il possible de parler de rêve en cette période ? C'est vrai, ce n'est pas un rêve que nous vivons… Comment serait-il possible de parler de rêve au moment où la crise condamnerait toute ambition ? Ce serait une chimère. Mais moi, je ne vous appelle pas à mettre votre tête dans les étoiles. Je vous appelle à retrouver le récit républicain, celui qui nous a fait avancer pendant des décennies, le récit de la Révolution française, de ces hommes, de ces femmes aussi, qui ont voulu avancer dans une histoire inconnue qui s'ouvrait sous leur yeux, qui était l'histoire de l'égalité humaine.

Oui, ce récit républicain qui s'est poursuivi avec les républiques, avec la IIIe République, avec, aussi, la Libération, le Conseil national de la résistance, ce rêve, ce récit républicain

que mai 68 a aussi, d'une certaine façon, fait ressurgir ! Et puis, mai 1981 et tant d'autres étapes. C'est cela, le récit de la République. Il n'appartient pas qu'à la Gauche. Tous ceux qui se sont succédé pendant des décennies à la tête du pays ont porté le récit républicain. A chaque fois, et quels que fussent les reproches que nos prédécesseurs aient pu leur adresser, c'était, finalement, leur ambition aussi, faire avancer la France. Alors le rêve, surtout, portons-le !

Et je me permettrai de citer Shakespeare, qui rappelait cette loi pourtant universelle : « ils ont échoué parce qu'ils n'ont pas commencé par le rêve ». Eh bien nous réussirons parce que nous commencerons par évoquer le rêve ! Le rêve français, c'est la confiance dans la démocratie, la démocratie qui sera plus forte que les marchés, plus forte que l'argent, plus forte que les croyances, plus forte que les religions ! Le rêve français, c'est l'achèvement de la promesse républicaine autour de l'école, de la laïcité, de la dignité humaine, de l'intérêt général.

Le rêve français, c'est le creuset qui permet à toutes les couleurs de peau d'être à égalité de droits et de devoirs. Le rêve français, c'est l'affirmation des valeurs universelles qui vont bien au-delà des frontières, qui vont bien au-delà de la Nation. Ce n'est pas un espace limité, mais qui est proclamé à tous, à la face du monde. Le rêve français, c'est notre histoire, c'est notre projet ! Le rêve français, c'est une force, c'est le projet que je vous propose, parce qu'il nous ressemble, parce qu'il nous rassemble !

Je veux, je veux que nous allions ensemble vers la France de demain ! Une France du travail, du mérite, de l'effort, de l'initiative, de l'entreprise, où le droit de chacun s'appuiera sur l'égalité de tous. Une France de la justice, où l'argent sera remis à sa place, qui est celle d'un serviteur et non d'un maître. Une France de la solidarité, où aucun des enfants de la Nation ne sera laissé de côté. Une France du civisme, où chacun demandera non pas ce que la République peut faire pour lui, mais ce que lui, peut faire pour la République ! Une France de la diversité où chacun apportera sa différence, mais dans l'unité de la République, où les Outre-mers nous ouvrent à tous les horizons du monde et où les enfants d'immigrés doivent être fiers, fiers d'entre Français, Français, parce que c'est le plus beau nom qu'on puisse donner à un citoyen du monde, à une France de l'exemple, où le pays se retrouve dans ce qui l'élève, dans ce qui le réunit, le dépasse, une France de la confiance où toutes les forces qui la constituent se mobilisent pour l'avenir !

La France, la France n'est pas un problème. La France est la solution !

Voilà le choix, chers amis, voilà le choix qui vous attend. Toujours le même, toujours celui, depuis que la démocratie existe, entre la peur et l'espoir, entre la résignation et le sursaut, entre l'agitation et le changement. Eh bien le changement, le changement, c'est maintenant ! Le redressement, c'est maintenant ! La justice, c'est maintenant ! L'espérance, c'est maintenant ! La République c'est maintenant !

Mobilisons-nous, rassemblons-nous et dans trois mois, dans trois mois, nous ferons gagner la Gauche, avancer la France et nous réussirons le changement ! Le changement, j'y suis prêt !

Vive la République ! Et vive la France !

© Fondation Jean Jaurès